



# DOCUMENT D'ANALYSE DU RAN

## **Annexe au *Manifeste pour l'éducation* du RAN:**

### **Le rôle de l'éducation non formelle dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent**

Ce document d'analyse a été rédigé par **Werner Prinzjakowitsch**, coprésident du groupe de travail RAN Jeunes, familles et communautés (YF&C), et révisé par **Harald Weilnboeck** (Cultures Interactive), **Marc Boes** (POWYE) et **Manfred Zentner** (youthpolicy.org).

#### **Introduction**

Ce document est une **annexe au *Manifeste pour l'éducation – Donner aux éducateurs et aux***

***établissements scolaires les moyens d'agir* du Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN)** <sup>(1)</sup>. Il le complète en y ajoutant la dimension de l'éducation non formelle.

L'identité d'une personne est façonnée par son système de valeurs, son développement personnel, son attitude et son

comportement: il s'agit d'un processus complexe qui dépend de nombreux facteurs et cadres sociaux. L'**apprentissage formel**, qui a lieu principalement à l'école, est l'un de ces facteurs. L'**apprentissage non formel**, qui pour les jeunes, passe principalement par l'animation socio-éducative, en est un autre.

**Ces deux types d'apprentissage sont complémentaires et jouent un rôle dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.** Ils apportent une contribution essentielle à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

Ce document envisage globalement l'éducation non formelle dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, son rapport avec l'éducation formelle et son rôle dans une approche faisant intervenir plusieurs organismes. En conclusion, il présente des recommandations à l'intention des éducateurs non formels (animateurs socio-éducatifs), des partenaires de travail en réseau et des responsables politiques.

(<sup>1</sup>) Voir le *Manifeste pour l'éducation – Donner aux éducateurs et aux établissements scolaires les moyens d'agir* de RAN Prevent, disponible en ligne sur <https://euroclio.eu/wpcontent/uploads/2016/03/Manifesto-for-Education-Empowering-educators-and-schools.pdf>.



## Les jeunes, l'apprentissage non formel et l'extrémisme violent

### Les jeunes et la vulnérabilité à la radicalisation

Du début de l'adolescence (c.-à-d. entre 12 et 15 ans) jusqu'à environ 25 ans, les jeunes sont particulièrement vulnérables à la menace de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Ils subissent de nombreux changements en raison de facteurs biologiques et psychosociaux. Heinke et Person (2016) développent cette idée:

«L'adolescence est une époque de différenciation par rapport à l'autorité des adultes, d'acquisition de capacités de prise de décisions indépendantes, de développement d'une conduite de vie spécifique et de la mise à l'épreuve des limites établies. Ainsi, c'est souvent une époque d'erreurs de jugement dont certains peuvent nuire à autrui. En d'autres termes, le processus d'apprentissage pour prendre des décisions comprend le risque de prendre de mauvaises décisions<sup>(2)</sup>.»

Ranstorp (2016) reconnaît le large éventail de facteurs qui peut conduire une personne à se tourner vers l'extrémisme, et en substance, tous les chercheurs dans le domaine s'accordent pour dire qu'«il n'existe pas de cause ou de cheminement unique menant à la radicalisation et à l'extrémisme violent<sup>(3)</sup>». Ainsi, compte tenu du fait que les jeunes se trouvent dans de nombreux cadres différents et dans un processus de recherche, tous les environnements dans lesquels ils se trouvent et les personnes avec qui ils sont en contact ont une importance: leur famille, leur école (au moins jusqu'à un certain âge), leur lieu de travail, les communautés dont ils font partie et leurs groupes de pairs (parfois sous-estimés).

Entenmann, Marone et Vidino (2017) décrivent ce processus et s'appuient sur des exemples de plusieurs pays européens pour illustrer la manière dont «de nombreuses études ont clairement démontré que la radicalisation a en général à voir avec "qui l'on connaît". C'est un phénomène de groupe qui a lieu dans de petits groupes de personnes qui s'influencent et se soutiennent mutuellement.» Elle est également en rapport avec des «personnalités charismatiques, ou dans certains cas, de groupes d'amis soudés sans leadership formel qui promeuvent la radicalisation progressive des individus concernés<sup>(4)</sup>.» (p.83)

### La radicalisation et l'apprentissage non formel

Compte tenu de la manière dont les processus de radicalisation ont lieu, la partie non formelle de l'apprentissage doit avoir une plus grande place dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Afin de comprendre pourquoi, il faut d'abord comprendre le rôle que joue l'apprentissage non formel dans le développement de l'identité, et son lien avec d'autres formes d'apprentissage.

Généralement, dans n'importe quel domaine, un individu construit sa personnalité, modèle son identité et acquiert des connaissances de trois manières différentes:

(2) Voir l'article de Heinke et Persson «Youth Specific Factors in Radicalization», 2016.

(3) Voir le document d'analyse du RAN *Les causes profondes de l'extrémisme violent* de Ranstorp, 2016, p. 2.

(4) Voir Vidino, Marone et Entenmann, *Fear thy neighbor: Radicalization and Jihadist attacks in the West*. Ledizioni, 2017, p. 83.

- Par l'apprentissage formel, c'est-à-dire des processus d'apprentissage structurés, délibérés et formalisés, comme dans les environnements scolaires.
- Par l'apprentissage non formel, également intentionnel et ayant une structure plus ouverte, mais sans reconnaissance formelle<sup>(5)</sup>. Souvent, mais pas toujours, l'apprentissage formel porte davantage sur des «compétences techniques», tandis que l'apprentissage non formel privilégie les «compétences non techniques». L'apprentissage non formel survient souvent (mais pas toujours) pendant le temps libre et entre pairs. On choisit d'y prendre part.
- Par l'apprentissage non formel, qui survient «tout seul», à tout moment, de manière non intentionnelle, et n'est pas reflété par l'acquisition d'expériences et la réaction à ces expériences. Il survient partout (aussi à l'école, durant les pauses ou à travers la dynamique de groupe de la classe).

Les jeunes évoluent dans différents environnements d'apprentissage non formels tels que les clubs de sport, les organisations thématiques ou religieuses de jeunes ou même des «groupes informels» qui lancent des processus d'apprentissage délibérés et non formels lorsque ces groupes s'efforcent d'influencer leurs membres dans une certaine direction. Du point de vue de la pratique, il est essentiel d'exploiter une dimension clé de l'apprentissage non formel chez les jeunes: leur capacité à construire et faciliter des relations avec les autres, idéalement avec des personnes de nombreux types différents. L'animation socio-éducative et la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont souvent conçues comme du «travail relationnel» qui est presque toujours non formel et crée une «connaissance des relations» avec et entre les jeunes. L'animation socio-éducative s'accorde particulièrement bien avec cet aspect du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Dans une faible mesure, les municipalités et les régions pourraient établir et financer des services d'animation socio-éducative - et de fait, ils le font dans certains pays - afin de permettre aux jeunes d'avoir plus d'autonomie, d'auto-détermination et de contrôle sur leur vie, de les aider à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés et à renforcer leur résilience aux idéologies violentes en développant leur esprit critique.

Au sein de l'Union européenne, particulièrement, cette approche est de plus en plus reconnue:

«L'animation socio-éducative apporte des avantages uniques aux jeunes dans leur transition vers l'âge adulte. Elle leur fournit un environnement sûr pour gagner de la confiance en soi et apprendre d'une manière non formelle. On sait que l'animation socio-éducative permet de doter les jeunes de compétences et de connaissances clés telles que le travail d'équipe, le leadership, les compétences interculturelles, la gestion de projet, la résolution de problèmes et l'esprit critique. Dans certains cas, l'animation socio-éducative est une passerelle vers l'éducation, la formation ou le travail<sup>(6)</sup>.» (p.2)

(5) <http://www.oecd.org/fr/education/apprendre-au-dela-de-l-ecole/recognitionofnon-formalandinformallearning-home.htm> (consulté le 6.8.2019)

(6) Voir la communication de la Commission européenne *Mobiliser, connecter et autonomiser les jeunes: une nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse* (COM/2018/269 final).

Il est reconnu que le secteur de la jeunesse joue un rôle important dans l'éducation aux droits de l'homme, la promotion de la démocratie et la participation active, ainsi que dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. En juin 2016, le Conseil et les représentants des gouvernements des États membres ont publié un document fondamental sur le rôle du secteur de la jeunesse dans une approche intégrée et transsectorielle de la prévention et de la lutte contre la radicalisation violente chez les jeunes:

«L'animation socio-éducative désigne à la fois un service, une méthode et un instrument accessibles et de proximité visant à favoriser la construction identitaire positive de tous les jeunes, en proposant un environnement non formel et informel pour le développement de valeurs, d'aptitudes, de compétences, de talents et d'attitudes ouvertes, qui leur permet également de reconnaître et de gérer les risques auxquels ils sont susceptibles d'être exposés, y compris la radicalisation violente<sup>(7)</sup>.» (p.2)

En outre, ce document promeut l'adoption d'une approche holistique, intégrée et transsectorielle. Il insiste particulièrement sur le fait qu'il est important d'encourager «une coopération efficace et adaptée entre les secteurs de la jeunesse et de l'éducation et les autres secteurs concernés, en élaborant des mesures et des outils communs et en favorisant l'échange des bonnes pratiques (5) pour gérer les cas de radicalisation violente<sup>(8)</sup>.»

## Les forces et les faiblesses de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans l'éducation non formelle aujourd'hui

### Les contributions de l'animation socio-éducative dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

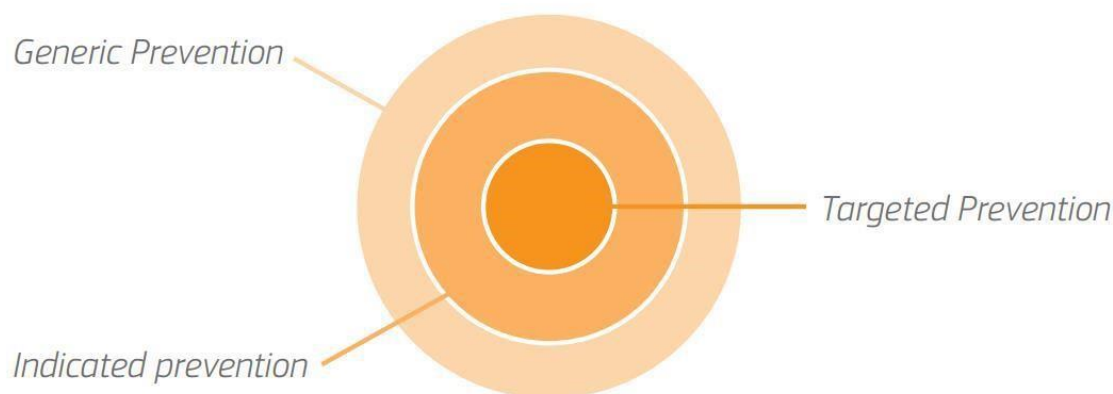
Au cours de ces dernières années, plusieurs travaux ont été publiés à ce sujet. En 2017, la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture de la Commission européenne a publié *The contribution of youth work to preventing marginalisation and violent radicalisation*; en 2018, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe ont publié *Youth work against violent radicalisation: Theory, concepts and primary prevention in practice*. Ces deux travaux constituent des ressources importantes pour la théorie et la pratique sur le terrain. Des principes directeurs sont synthétisés dans *The preventive role of open youth work in radicalisation and extremism* de Werner Prinzjakowitsch, publié en 2017. À la fin de la même année, le document ex-post du RAN *The role of youth work in the prevention of radicalisation and violent extremism*<sup>(9)</sup> a été préparé pour présenter un résumé complet de tout le travail mené dans le domaine.

L'animation socio-éducative peut contribuer à la prévention de la radicalisation à plusieurs niveaux. Le concept de la prévention à trois niveaux (voir l'Image 1, p.6 ) est un outil utile permettant de comprendre et de planifier la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans l'éducation non formelle.

(7) Voir la p.2 des *Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur le rôle joué par le secteur de la jeunesse dans une approche intégrée et transsectorielle de prévention de la radicalisation violente chez les jeunes et de lutte contre ce phénomène* (OJ C 213, 14.6.2016).

(8) Ibid. p.2

(9) Les liens directs vers les documents sont disponibles dans la bibliographie.



**Image 1: Modèle de la prévention à trois niveaux (Source: Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture, 2017, p.17) <sup>(10)</sup>**

- La prévention générique (ou primaire) cible tous les jeunes de manière indirecte. La contribution de l'animation socio-éducative au niveau générique consiste à doter les jeunes des compétences sociales qui contribuent à leur résilience démocratique et renforcent leurs valeurs démocratiques. C'est l'un des éléments essentiels de l'éducation non formelle.
- La prévention ciblée (ou secondaire) vise à atteindre les jeunes qui démontrent une inclination ou un intérêt pour des idéologies et propagandes extrémistes, anti-démocratiques (ou des composants de ces idéologies). Ils peuvent également être en contact avec ou près de tels groupes extrémistes. Au niveau de la prévention ciblée, le travail socio-éducatif peut être efficace aussi bien au niveau individuel que collectif.
- La prévention indiquée (ou tertiaire) cible les jeunes qui font déjà partie de groupes extrémistes ou ont déjà adhéré à des idéaux extrémistes et souhaitent en sortir (ou sont perçus comme ouverts à recevoir

un soutien pour en sortir). Ce type de travail de prévention doit uniquement être fourni par des spécialistes et des animateurs socio-éducatifs formés spécifiquement à cette fin. Ceux-ci, ainsi que d'autres professionnels clés, peuvent soutenir les jeunes à sortir de ces groupes.

Les jeunes communiquent de plus en plus sur les réseaux sociaux, moyen couramment utilisé pour appuyer les processus de radicalisation. Plusieurs pays (dont l'Autriche, la Finlande, l'Estonie et l'Allemagne) ont déjà étendu leurs actions d'animation socio-éducative aux réseaux sociaux.

<sup>(10)</sup> Voir la p.17 de *The contribution of youth work to preventing marginalisation and violent radicalisation. A practical toolbox for youth workers & recommendations for policy makers: results of the expert group set up under the European Union Work Plan for Youth for 2016-2018 de la Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture.*

Parfois, les groupes extrémistes utilisent eux aussi des approches et des méthodologies d'animation socio-éducative. Ils ont dès le départ compris que se mettre en contact avec les jeunes de manière informelle, en leur offrant un accès facile à des activités (par exemple sportives) durant leurs moments de loisir et en les comprenant leur permet de renforcer les relations et les liens avec leur groupe. Comme la presse l'a décrit «... les clubs sportifs, arts martiaux, football et culturisme en tête, sont, au dire du gouvernement, les lieux où la radicalisation est la plus forte en France, avant les lieux de culte (*The National*, 2017)<sup>(1)</sup>. Dans son discours TED sur l'époque où elle a vécu dans un camp hongrois d'extrême droite (Saltman, 2016)<sup>(12)</sup>, Erin Saltman insiste sur le fait que les groupes extrémistes adaptent et utilisent directement des méthodes de travail de l'animation socio-éducative auprès des jeunes à des fins d'endoctrinement. De nombreux universitaires et responsables politiques ne commencent que maintenant à s'en rendre compte, même si cela ne surprend pas les praticiens qui travaillent auprès des jeunes.

### **Les forces et les faiblesses de l'éducation informelle en comparaison avec l'éducation formelle dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent**

Même si elles ont des buts et des objectifs similaires, l'éducation formelle (écoles, universités) et l'éducation non formelle (animation socio-éducative) sont différentes à de nombreux égards. Bien que ces différences puissent être exploitées pour se bénéficier et se compléter mutuellement dans une approche ouverte et positive, dans le pire des scénarios, elles peuvent également se porter préjudice.

<sup>1</sup> <https://www.thenational.ae/world/europe/religion-france-fights-extremists-who-recruit-through-sport-1.689953>  
consulté le 6.8.2018

<sup>(12)</sup> Voir le discours en ligne d'Erin Saltman sur [https://www.ted.com/talks/erin\\_marie\\_saltman\\_how\\_young\\_people\\_join\\_violent\\_extremist\\_groups\\_and\\_how\\_to\\_stop\\_them](https://www.ted.com/talks/erin_marie_saltman_how_young_people_join_violent_extremist_groups_and_how_to_stop_them).

<sup>(13)</sup> Voir par exemple «Jugendliche in der offenen Jugendarbeit» de Güngör et al.





La principale différence entre ces secteurs est que l'éducation formelle est incontournable; dans tous les pays de l'Union européenne, l'éducation est obligatoire, jusqu'à 18 ans pour la plupart. En revanche, **l'animation socio-éducative est entièrement volontaire**, ce qui constitue à la fois une force et une faiblesse. D'un côté, cela évite aux personnes qui y prennent part de se sentir sous pression, mais de l'autre, l'animation socio-éducative doit se promouvoir auprès des jeunes et adapter ses approches, son contenu et sa méthodologie aux besoins du groupe cible. Ce dernier point peut en fin de compte se révéler favorable: si elle est menée efficacement (c.-à-d. financée par l'État), **l'animation socio-éducative peut atteindre des groupes** (de moins et de plus de 18 ans) **avec lesquels aucune autre institution ne peut entrer en contact**. C'est particulièrement vrai pour les jeunes qu'il est difficile d'aborder dans n'importe quel cadre et qui sont spécialement vulnérables. Plusieurs études ont montré que ce groupe comprend également les jeunes risquant de s'engager auprès de groupes extrémistes violents<sup>(13)</sup>.

L'éducation formelle est tenue à un programme qui doit impérativement être suivi, un aspect qui peut fournir de la clarté, mais qui peut également être contraignant. Il est souvent difficile de trouver le temps d'explorer et de réagir aux sujets qui ne font pas partie du programme. **L'éducation non formelle dépend quant à elle des besoins et des intérêts de son groupe cible. Elle est donc souple par définition.**

Malgré ce que préconisent les documents d'orientation de l'UE évoqués ci-dessus, **dans plusieurs États membres, l'éducation non formelle n'est pas encore suffisamment reconnue** dans la pratique, et moins encore au niveau régional ou local. En outre, à la différence de l'éducation formelle, aucune **norme commune n'est précisément définie** sur les buts, objectifs et besoins de formation des animateurs socio-éducatifs eux-mêmes, souvent pas même au sein des États membres. Par conséquent, le secteur de la jeunesse manque cruellement de **financements durables** et significatifs.

Pour que la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent soient efficaces, elle doit traiter les processus de construction identitaires<sup>(14)</sup>. Ainsi, les projets et interventions doivent être menés sur le long terme plutôt que sur le court terme. L'éducation formelle s'appuie sur une histoire séculaire et est dotée de structures et de normes claires, ce qui n'est pas du tout le cas du secteur non formel. D'un État membre de l'UE à l'autre, différents ministères (éducation, santé, affaires sociales, famille) sont responsables de l'animation socio-éducative. Bien que le travail bénévole apporte de la valeur à l'éducation non formelle, certains pays continuent de le percevoir comme la seule option (bon marché) dont ils disposent pour mener à bien leurs activités d'animation socio-éducative; ces pays omettent de prendre en compte que seuls des **professionnels** assurent un certain niveau de qualité, et que ceux-ci doivent être rémunérés pour leurs services.

Ainsi, si certains groupes investissent beaucoup de temps et de ressources dans cette approche à seuil bas, plusieurs pays n'apprécient toujours pas ni ne reconnaissent le besoin de procédure structurelle et d'investissement durable. Les meilleures pratiques menées au sein de l'Union européenne sont en train d'être recueillies, ce qui constitue une première étape. Toutefois, ce processus pourrait également bénéficier de davantage de structure et de différenciation. La boîte à outils pratiques<sup>(15)</sup> publiée par la Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture relève que tant des bénévoles que des employés participent à l'animation socio-éducative, mais tous les exemples qui y sont cités offrent un potentiel ou sont

susceptibles de porter leurs fruits uniquement s'ils sont mis en pratique par des employés formés professionnellement. Les employés disposant déjà de qualifications professionnelles doivent être formés à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, comme l'indiquent Van de Weert et Eijkman (2018) <sup>(16)</sup>. S'ils ne sont pas sensibilisés et bien formés au problème, il existe un risque élevé qu'ils fassent preuve de subjectivité dans la détection de la radicalisation, ce qui doit être évité.

(14) Voir, par exemple, la p.1 des *Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le rôle joué par le secteur de la jeunesse dans une approche intégrée et transsectorielle de prévention de la radicalisation violente chez les jeunes et de lutte contre ce phénomène* (OJ C 213, 14.6.2016).

(15) Voir *The contribution of youth work to preventing marginalisation and violent radicalisation. A practical toolbox for youth workers & recommendations for policy makers: results of the expert group set up under the European Union Work Plan for Youth for 2016-2018 de la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture.*

(16) Voir 'Subjectivity in detection of radicalisation and violent extremism: a youth worker's perspective' de van de Weert and Eijkman (2018).

### Synthèse: les forces et les faiblesses de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans l'éducation non formelle aujourd'hui

- Le rôle de l'éducation non formelle, et particulièrement de l'animation socio-éducative, dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent est de plus en plus reconnu au niveau européen et dans de nombreux pays.
- Compte tenu du principe de subsidiarité, la reconnaissance pratique (au travers de la réglementation de l'animation socio-éducative) et le financement significatif et durable sont des questions essentielles qui relèvent des compétences régionales ou locales. Mais dans la plupart des pays, cette reconnaissance est rare.
- Dans certains cas, les organisations extrémistes peuvent simplement adapter leur programme pour y intégrer l'apprentissage non formel et l'approche à seuil bas sans faire face à pratiquement aucun obstacle (un contre-discours adéquat) de la part des États membres.
- L'éducation formelle et non formelle se complètent dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, mais elles peuvent également se porter préjudice si elles ne sont pas bien menées à bien.
- Des meilleures pratiques de coopération entre les secteurs formels et non formels mettant l'accent sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent restent encore à définir.

- L'animation socio-éducative en ligne est de plus en plus importante et peut jouer un rôle significatif dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Il convient de relever que pour avoir un impact significatif, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent doit agir sur deux fronts: en ligne et hors ligne.

## **L'éducation non formelle dans le cadre d'une approche multi-institutionnelle**

Pour intégrer efficacement l'animation socio-éducative dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, il convient d'en comprendre la variété et la diversité. L'animation socio-éducative s'organise de différentes manières: par l'intermédiaire d'organisations dirigées par des jeunes, d'organisations pour les jeunes, de groupes informels, de services à la jeunesse et des autorités publiques. Chacun de ces acteurs a une mission, un but, des objectifs, des processus de prise de décisions et des méthodes qui lui sont propres.

Les groupes informels, les organisations dirigées par des jeunes (et souvent les organisations de jeunes) font essentiellement appel à des bénévoles et emploient relativement peu de professionnels. Leurs activités dépendent fortement de leur vocation qui peut être religieuse, politique, environnementale ou sportive. Ce sont souvent des antennes d'organisations pour adultes, de clubs de sports, de communautés religieuses et de partis politiques, ce qui détermine leur programme. La coopération avec ces organismes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent doit être différente de celle avec les services à la jeunesse qui sont administrés ou commandés par les autorités publiques. Tous ces organismes peuvent jouer un rôle essentiel dans la construction de l'identité en général et dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en particulier. Toutefois, il est plus facile de coopérer avec les services à la jeunesse dirigés par les autorités publiques, car les écoles (généralement publiques elles aussi) et les forces de l'ordre trouveront plus facile d'établir un terrain commun comme point de départ. Certains pays peuvent déjà avoir



établi une approche multi-institutionnelle grâce aux progrès réalisés dans des domaines connexes tels que la prévention de la criminalité.

Néanmoins, dans certains cas, il est également important de mobiliser des groupes qui ne sont pas financés et dirigés par l'État; ceux-ci peuvent être en mesure d'établir un contact avec des jeunes qu'aucun autre groupe ne peut atteindre. Il convient d'envisager leur contexte et leur nature avant de les impliquer dans les pratiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Une fois qu'ils y participent, la transparence de l'approche adoptée, des méthodes utilisées et de l'évaluation réalisée est essentielle. Toutefois, dans la plupart des programmes et projets, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent doivent être menées par des professionnels de l'animation socio-éducative, et parfois même par des spécialistes en la matière.

Concernant l'animation socio-éducative, **trois types de partenaires publics sont indispensables: les écoles, les services sociaux et la police.** La coopération demande toujours certaines conditions préalables et l'engagement de ces partenaires. Les partenaires doivent comprendre l'animation socio-éducative, son approche et ses méthodes. Ils doivent la reconnaître comme une démarche à part entière qui a ses propres règles et le partenariat doit être établi sur un pied d'égalité. Si l'animation socio-éducative est considérée uniquement comme un groupe d'appui dont l'importance est limitée, alors, ces conditions préalables ne sont pas remplies. Même dans la première édition de son *Manifeste pour l'éducation*, le RAN décrit la coopération de manière quelque peu inégale: «Les ONG et les autres organisations qui travaillent à (soutenir les établissements scolaires et) empêcher la radicalisation peuvent constituer des partenaires importants (...)» (p.4). Il ne peut pas être considéré qu'un partenaire est au service d'un autre — **tous les partenaires doivent jouer leur rôle conjointement et œuvrer sur un pied d'égalité en vue de réaliser un but commun.** Il est essentiel que tous les partenaires apportent leur expertise et collaborent dans un programme commun. L'animation socio-éducative ne doit pas être réduite à un système soutenant l'éducation formelle. L'approche des animateurs socio-éducatifs professionnels peut être bénéfique: les personnes externes parviennent souvent plus efficacement à aborder des sujets tabous à l'école que les enseignants. Cela ne dispense pas pour autant le système formel de cette tâche. Dans un atelier, l'enseignant et l'animateur socio-éducatif doivent travailler ensemble, côte à côte. L'enseignant ne peut pas quitter la classe pendant que l'animateur socio-éducatif travaille avec les élèves, puis retourner à sa place et continuer le programme.

L'un des avantages des animateurs socio-éducatifs est qu'ils s'impliquent directement auprès des jeunes et ont une relation de confiance avec eux. C'est une condition essentielle à la réussite d'un processus d'apprentissage non formel. Lors d'une coopération avec les autorités publiques, qu'il s'agisse des services sociaux ou de la police, cette condition n'est pas toujours remplie. Ainsi, un processus doit être clairement établi concernant le partage d'informations, comme avec les travailleurs communautaires, et la police doit considérer les animateurs socio-éducatifs comme des partenaires à part entière plutôt que comme une source d'information de plus<sup>(17)</sup>. Par ailleurs, les animateurs socio-éducatifs doivent reconnaître le rôle de la police et leur propre responsabilité envers la société. Entretenir une bonne relation avec les clients est essentiel, mais cela ne doit pas primer sur tout le reste: c'est clairement le cas lorsque des jeunes nuisent ou planifient de nuire à autrui. Qu'il s'agisse d'un «crime ordinaire» ou motivé par une idéologie, à ce stade,



l'animateur socio-éducatif doit impliquer activement la police, ou mieux encore, convaincre le jeune de le faire.

Dans le cas des écoles et d'autres institutions similaires, les responsables politiques peuvent être d'une grande aide en exprimant leur soutien à la coopération entre des «animateurs non gouvernementaux extérieurs» et des «institutions statutaires». C'est un élément essentiel pour établir des relations non formelles et avoir un impact pédagogique. Par exemple, des responsables politiques de Berlin et du Brandebourg (en Allemagne) ont récemment requis de la part des écoles qu'elles cherchent à coopérer avec des organisations non gouvernementales (ONG) et financer la collaboration en vue de renforcer les compétences non techniques et de prévenir des risques spécifiques aux jeunes tels que la violence, le harcèlement et la radicalisation<sup>(18)</sup>.

(17) Le document d'analyse du RAN *Multi-agency working and preventing violent extremism I* (2018) fournit de plus amples informations.

(18) Voir <https://bildungsserver.berlin-brandenburg.de/kooperation-schule-jugendhilfe-berlin/kooperationen-in-derpraxis/kooperation-schule-jugendhilfe-j/>.

## Conclusions et recommandations: directives pratiques à l'intention des praticiens et recommandations stratégiques

Les points les plus importants pour les éducateurs non formels (les animateurs socio-éducatifs), les éducateurs formels (enseignants dans les écoles et les universités), la police, d'autres partenaires et les responsables politiques sont synthétisés ci-dessous.

### 1. Pour les éducateurs non formels

- L'éducation non formelle, et en particulier l'animation socio-éducative, peut avoir un impact positif considérable sur la construction de l'identité.
- En général, l'animation socio-éducative:
  - permet aux jeunes d'avoir un plus grand degré d'autonomie, d'autodétermination et de contrôle sur leur vie;
  - aide les jeunes à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés;
  - renforce la résilience des jeunes face aux idéologies violentes en développant leur esprit critique et en les aidant à reconnaître le mal que la violence peut leur causer, à eux et à leur communauté.
- Ainsi, l'animation socio-éducative a un rôle clé à jouer dans la prévention de l'extrémisme.
- Dans la grande majorité des cas, le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent doit être mené par des animateurs socio-éducatifs professionnels et rémunérés.
- Les jeunes se sentent souvent mal à l'aise pour aborder le sujet de l'extrémisme directement, et dans la prévention ciblée, ils peuvent se sentir immédiatement stigmatisés. Ainsi, l'éducation non formelle peut avoir besoin d'aborder le problème indirectement par l'intermédiaire d'autres sujets.
- Dans la prévention primaire, on retrouve souvent plusieurs sujets adjacents dans de nombreux cadres d'enseignement non formel: il s'agit principalement des questions de genre, de l'éducation aux médias et de la participation active dans la société.
- L'éducation non formelle ne doit pas toujours essayer d'innover en ce qui concerne les méthodes utilisées. Des méthodes approuvées peuvent parfois être adaptées ou améliorées pour répondre à l'objectif recherché.
- En général, l'animation socio-éducative est ouverte à tous les jeunes, quel que soit leur milieu. Grâce à cette approche, les jeunes se sentent plus facilement bienvenus dans cet environnement, même lorsqu'ils se sentent exclus de la société.
- Il est important de fournir un environnement sûr et constructif, propice au débat et aux discussions avec les jeunes, et d'avoir une attitude non critique afin de leur fournir un espace sûr où ils peuvent s'exprimer et échanger leurs points de vue.
- Les animateurs socio-éducatifs doivent avoir une position politique claire et défendable et pouvoir s'exprimer clairement: accepter le droit d'expression des jeunes ne signifie pas de garder son opinion pour soi. Ils doivent être sincères: sur la question sensible des idéologies extrémistes, on ne peut défendre une opinion à laquelle on n'adhère pas à 100% soi-même.

- Il est fondamental de connaître explicitement l'environnement immédiat dans lequel les jeunes vivent, ainsi que leurs conditions sociales, économiques et culturelles pour travailler avec eux.
- Dans les discussions portant sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, les animateurs socio-éducatifs peuvent craindre de ne pas avoir suffisamment de connaissances sur la religion ou une idéologie en particulier. Toutefois, l'important n'est pas d'avoir des connaissances approfondies, mais des connaissances solides. Il en va de même pour tous les autres thèmes et questions qui sont importants pour les jeunes: il n'est pas nécessaire d'être médecin pour parler des drogues avec les jeunes.
- C'est le comportement d'une personne qu'il faut juger, et non pas la personne. Une relation professionnelle à long terme établie de manière volontaire peut uniquement fonctionner si les personnes concernées s'apprécient mutuellement. Par exemple, dans le cas de violence verbale ou physique, les critiques doivent porter sur l'acte commis plutôt que sur la personne en elle-même.
- Il est nécessaire de définir des limites claires tout en respectant l'individu. Les limites doivent être expliquées de manière cohérente et ne doivent pas apparaître comme imposées de manière arbitraire ou sans discernement. Toute tentative de franchir ces limites doit être abordée sans délai et de manière appropriée, en imposant des sanctions au besoin. Lorsque l'on recherche une orientation, il est extrêmement important de définir des limites claires.
- La formation des éducateurs non formels (animateurs socio-éducatifs) est importante et doit couvrir plusieurs types d'extrémisme (d'inspiration religieuse et politique). En outre, l'ensemble du secteur doit être sensibilisé à l'importance de l'éducation aux droits de l'homme.
- À partir de la prévention ciblée (secondaire), une formation supplémentaire spécifique dans le domaine de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent est requise.

## 2. Pour le système éducatif formel et d'autres partenaires multi-institutionnels

- Que ce soit pour les animateurs socio-éducatifs ou d'autres partenaires, le travail en réseau et l'approche multi-institutionnelle sont essentiels aux niveaux régional et local. Ceux-ci doivent principalement comprendre le secteur éducatif formel (écoles), les services sociaux et la police.
- Cette approche multi-institutionnelle doit d'abord être établie de manière clairement préventive. En temps de crise, les praticiens concernés doivent déjà se connaître mutuellement et travailler sur la base de la confiance établie.
- Toutes les institutions concernées doivent connaître le programme et les règles d'engagement de chacune.

Les différences d'approche doivent être considérées comme complémentaires plutôt que contradictoires (par exemple participation volontaire ou obligatoire dans l'éducation non formelle/formelle).

- Tous les partenaires doivent soutenir l'approche multi-institutionnelle de manière égale, sans qu'une partie soit considérée ou perçue comme au service des autres. Cela demande également des procédures claires relatives au partage d'informations.

### 3. Pour les responsables politiques

- Si l'importance de l'éducation non formelle est de plus en plus reconnue au niveau européen, il reste encore du chemin à parcourir à l'échelle nationale, régionale et locale. Cette reconnaissance devient apparente à travers la formalisation «souple» (par exemple des règlements sur le niveau d'études demandé aux animateurs socio-éducatifs) et au moyen de l'allocation de ressources aux activités et à la recherche connexe.
- Le développement positif de l'identité, et à l'inverse, la radicalisation vers l'extrémisme violent, sont des processus qui prennent du temps. La prévention durable prend elle aussi du temps. Ainsi, des projets individuels ne sont pas un outil de choix pour atteindre cet objectif; l'éducation non formelle durable demande des financements à long terme.
- L'évaluation est importante, mais elle est très difficile dans des domaines ouverts tels que l'éducation non formelle. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la prévention primaire.

## Annexe: Références

### Documents de l'UE

Conseil de l'Union européenne. (2016). *Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur le rôle joué par le secteur de la jeunesse dans une approche*



*intégrée et transsectorielle de prévention de la radicalisation violente chez les jeunes et de lutte contre ce phénomène*

(OJ C 213, 14.6.2016, pp. 1–5). Source: <https://eur-lex.europa.eu/legalcontent/EN/ALL/?uri=CELEX%3A52016XG0614%2804%29>

Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (Commission européenne) . (2017). *The contribution of youth work to preventing marginalisation and violent radicalisation. A practical toolbox for youth workers & recommendations for policy makers: results of the expert group set up under the European Union Work Plan for Youth for 2016-2018*. Source: <https://publications.europa.eu/en/publicationdetail/-/publication/0ad09926-a8b1-11e7-837e-01aa75ed71a1/language-en>

Commission européenne. (2018). *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Comité économique et social et au Comité des régions: Mobiliser, connecter et autonomiser les jeunes: une nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse* (COM/2018/269 final). Source: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/TXT/?uri=CELEX:52018DC0269>

Commission européenne. (10 septembre 2018). L'animation socio-éducative. Source: [https://ec.europa.eu/youth/policy/implementation/work\\_en](https://ec.europa.eu/youth/policy/implementation/work_en)

## Documents du RAN

Ranstorp, M. Centre d'excellence du Réseau de sensibilisation à la radicalisation. (2016). (2016). *Les causes profondes de l'extrémisme violent*. Document d'analyse du RAN, 4 janvier 2016. Source: [https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation\\_awareness\\_network/ranpapers/docs/issue\\_paper\\_root-causes\\_jan2016\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ranpapers/docs/issue_paper_root-causes_jan2016_en.pdf)

Centre d'excellence du Réseau de sensibilisation à la radicalisation. (2017). *The role of youth work in the prevention of radicalisation and violent extremism*. Article ex-post du RAN. Décembre 2017. Source: [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation\\_awareness\\_network/about-ran/ran-yf-and-c/docs/ran\\_yf\\_c\\_role\\_youth\\_work\\_prevention\\_radicalisation\\_violent\\_extremism\\_06-07\\_12\\_2017\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-yf-and-c/docs/ran_yf_c_role_youth_work_prevention_radicalisation_violent_extremism_06-07_12_2017_en.pdf)

Centre d'excellence du Réseau de sensibilisation à la radicalisation. (2018). *Multi-agency working and preventing violent extremism I*. Document d'analyse du groupe de travail RAN H&SC. Avril 2018. Source: [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation\\_awareness\\_network/ran-papers/docs/multi-agency-working-preventingviolent-extremism-042018\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/multi-agency-working-preventingviolent-extremism-042018_en.pdf)



Centre d'excellence du Réseau de sensibilisation à la radicalisation. (2018). *RAN issue paper discussing taboos and controversial issues: Practical guidelines for youth workers*. Document d'analyse du groupe de travail RAN YF&C. Source: [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation\\_awareness\\_network/about-ran/ran-yf-and-c/docs/ran\\_yf-c\\_discussingtaboos\\_controversial\\_issues\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-yf-and-c/docs/ran_yf-c_discussingtaboos_controversial_issues_en.pdf)

Réseau de sensibilisation à la radicalisation, Prevent. (2015). *Manifeste pour l'éducation - Donner aux éducateurs et aux établissements scolaires les moyens d'agir*. Source: [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation\\_awareness\\_network/docs/manifesto-for-education-empowering-educatorsand-schools\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/docs/manifesto-for-education-empowering-educatorsand-schools_en.pdf)

### Autres ressources pertinentes

Forum européen de la jeunesse. (2016). *The role of the youth sector in preventing violent extremism*. Source: <https://www.youthforum.org/role-youth-sector-preventing-violent-extremism>

Güngör, K., Nik Nafs, C., Scheitz, I., Schnell, P., & Riffer, F. (2016). *Jugendliche in der offenen Jugendarbeit. Identitäten, Lebenslagen und abwertende Einstellungen*. Wien. Source: <https://www.wien.gv.at/freizeit/bildungjugend/pdf/studie-1.pdf>

Heinke, D. H., & Persson, M. (2016). Youth specific factors in radicalization. *Defence Against Terrorism Review*, 8. Source: [https://works.bepress.com/daniel\\_heinke/73/download/](https://works.bepress.com/daniel_heinke/73/download/)

López M.A.G., & Pašić, L. (2018). *Youth work against violent radicalisation: Theory, concepts and primary prevention in practice*. Conseil de l'Europe et Commission européenne. Source: <https://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/7110668/YW-against-radicalisation-web.pdf/90a7569d-182d0b0c-ce5d-9a0fe111ec91>

OCDE. (2018). Recognition of non-formal and informal learning – Home. Source: <http://www.oecd.org/education/skills-beyond-school/recognitionofnon-formalandinformallearninghome.htm>

Prinzjakowitsch, W. (2017). The preventive role of open youth work in radicalisation and extremism. *The International Journal of Open Youth Work*. Janvier 2017, numéro 1, pp. 66-87. Source: <https://www.ungdomogfritid.no/wp-content/uploads/International-journal-of-open-youthwork.pdf#page=66>

Religion: France fights extremists who recruit through sport. (23 décembre 2017). *The National*. Source: <https://www.thenational.ae/world/europe/religion-france-fights-extremists-who-recruit-throughsport-1.689953>



Saltman, E.M. (juin 2016). *How young people join violent extremist groups — and how to stop them* [vidéo]. Source: [https://www.ted.com/talks/erin\\_marie\\_saltman\\_how\\_young\\_people\\_join\\_violent\\_extremist\\_groups\\_and\\_how\\_to\\_stop\\_them](https://www.ted.com/talks/erin_marie_saltman_how_young_people_join_violent_extremist_groups_and_how_to_stop_them)

Support Advanced Learning and Training Opportunities (SALTO) Cultural Diversity Resource Centre. (2016). *Young people and extremism: A resource pack for youth workers*. SALTO-Youth Cultural Diversity Resource Centre. Source: <https://www.salto-youth.net/downloads/4-17-3477/SALTO%20extremism%20pack.pdf>

van de Weert, A., & Eijkman, Q. A. (2018). Subjectivity in detection of radicalisation and violent extremism: A youth worker's perspective. *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 1-24. Source: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19434472.2018.1457069?scroll=top&needAccess=true>

Vidino, L., Marone, F., & Entenmann, E. (2017). *Fear thy neighbor: Radicalization and Jihadist attacks in the West*. Ledizion. Source: <https://icct.nl/publication/fear-thy-neighbor-radicalization-and-jihadistattacks-in-the-west/>

Weilnböck, H. (2017). *The we amongst ourselves group in preventing extremism — in Cultures Interactive's European Fair Skills Project*. Source: [http://europeanfairskills.eu/files/pdfs/WAOG\\_in\\_EFS\\_2017.pdf](http://europeanfairskills.eu/files/pdfs/WAOG_in_EFS_2017.pdf)